



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.17/IPF/1996/21  
8 août 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Groupe intergouvernemental spécial  
sur les forêts  
Troisième session  
9-20 septembre 1996

RECHERCHE SCIENTIFIQUE, ÉVALUATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES  
ET DÉFINITION DE CRITÈRES ET D'INDICATEURS POUR LA GESTION  
DURABLE DES FORÊTS

Élément de programme III.2 : Critères et indicateurs pour  
la gestion durable des forêts

Rapport du Secrétaire général

**RÉSUMÉ**

Lors du débat initial qu'il a tenu, à sa deuxième session, sur l'élément de programme III.2, le Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts a examiné un bilan complet des activités menées jusqu'à présent en vue de définir des critères et des indicateurs nationaux pour la gestion durable des forêts, a étudié la couverture géographique et écologique des diverses initiatives internationales et s'est intéressé au degré de comparabilité des critères et des indicateurs élaborés dans ce contexte. Le présent document rend compte de l'état d'avancement des travaux internationaux en la matière et fait le point des faits nouveaux, en particulier des questions soulevées par le Groupe intergouvernemental à sa deuxième session. Il montre que l'on se rend de mieux en mieux compte des possibilités offertes par les critères et les indicateurs et des problèmes que pose la gestion durable de tous les types de forêts. La communauté internationale et les pays sont invités à saisir cette occasion pour renforcer leur appui aux institutions et politiques nationales et démontrer la validité des concepts mis au point en les appliquant rapidement, avec la participation de toutes les parties concernées. Le rapport souligne la nécessité de faire preuve de souplesse, de tenir compte de la diversité des capacités et conditions écologiques et socio-économiques et de faciliter la prise en compte des résultats des recherches et des besoins nouveaux. Il précise en outre les domaines dans lesquels l'action devrait être intensifiée et appelle l'attention sur les questions qui méritent d'être éclaircies. Enfin, quelques propositions d'action au niveau national et international y sont soumises à l'examen par le Groupe intergouvernemental.

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION . . . . .	1 - 8	4
I. RÉSUMÉ DES DÉBATS TENUS PAR LE GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL SUR LES FORÊTS À SA DEUXIÈME SESSION . . . . .	9 - 12	5
II. ÉTAT DES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LE GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL SUR LES FORÊTS LORS DE SA DEUXIÈME SESSION . . . . .	13 - 38	7
A. Concepts . . . . .	13 - 15	7
B. Harmonisation de la terminologie . . . . .	16	7
C. Niveaux d'applications . . . . .	17 - 18	8
D. Zones couvertes par les initiatives internationales . . . . .	19 - 22	8
E. Comparabilité des critères et des indicateurs . . . . .	23 - 31	10
F. Utilisation des critères et indicateurs . . . . .	32 - 33	12
G. Critères et indicateurs, certification de la gestion écologiquement viable des forêts et étiquetage des produits forestiers . . . . .	34 - 36	13
H. Échange d'expériences et de savoir-faire, diffusion d'informations . . . . .	37	14
III. ÉVALUATION DES DERNIERS RÉSULTATS : TENDANCE À L'OPTIMISME . . . . .	38 - 61	14
A. Harmonisation des définitions et de la terminologie . . . . .	38 - 42	14
B. Portée internationale des initiatives . . . . .	43 - 46	15
C. Utilisation des critères et indicateurs . . . . .	47 - 56	16
D. Critères et indicateurs et certification des produits forestiers . . . . .	57 - 59	18
E. Échange de données d'expérience et de savoir- faire : diffusion d'informations . . . . .	60 - 61	19

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
IV. IMPÉRATIFS . . . . .	62 - 78	19
A. Harmonisation des concepts et de la terminologie	62 - 63	19
B. Comparabilité des critères et indicateurs . . .	64	20
C. Utilisation de critères et indicateurs . . . . .	65 - 74	20
D. Informations nécessaires, capacités et ressources institutionnelles . . . . .	75 - 76	23
E. Échanges d'expériences et de savoir-faire et diffusion des informations . . . . .	77 - 78	23
V. CONCLUSIONS ET ACTIONS PROPOSÉES . . . . .	79 - 92	23

## INTRODUCTION

1. Au chapitre 11 d'Action 21<sup>1</sup> (Lutte contre le déboisement) et dans les Principes relatifs aux forêts<sup>2</sup>, il est souligné qu'il faut concilier les fonctions productives des forêts, quel que soit leur type, et leur rôle protecteur, écologique, économique et social. Conformément aux engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, les gouvernements ont décidé de continuer à formuler, en coopération avec des groupes représentant des intérêts particuliers et avec le concours des organisations internationales, "des critères de valeur scientifique éprouvée ainsi que des directives concernant la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts".

2. À sa troisième session, la Commission du développement durable a demandé au Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, créé dans le cadre de la Commission, "d'encourager l'application au niveau national de critères et indicateurs de gestion écologiquement viable et d'étudier la possibilité d'affiner les critères et indicateurs arrêtés d'un commun accord au niveau international afin de pouvoir mesurer les progrès accomplis dans le sens de la gestion écologiquement viable de tous les types de forêts, sans perdre de vue les conditions régionales et sous-régionales spécifiques des forêts et la diversité des contextes économiques, sociaux et culturels"<sup>3</sup>. La Commission a en outre demandé au Groupe d'étudier et de soutenir les moyens de "susciter l'intérêt des régions et pays qui n'ont toujours pas entrepris de définir des critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts, de mettre en commun les données d'expérience recueillies à l'occasion de la mise à l'épreuve et de l'application de ces critères et de réfléchir à la nécessité d'encourager la comparabilité et l'uniformité des initiatives internationales allant dans ce sens"<sup>4</sup>.

3. Conformément aux décisions prises à sa première session (New York, 1995), le Groupe spécial a consacré un débat initial à l'élément de programme III.2 "Critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts" à la deuxième session qu'il a tenue à Genève en mars 1996<sup>5</sup>.

4. Dans son rapport sur les critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts (E/CN.17/IPF/1996/10), le Secrétaire général a dressé un bilan complet des activités entreprises en vue de définir des critères et indicateurs nationaux pour la gestion durable des forêts, a examiné la couverture écologique et géographique des initiatives internationales en cours et les efforts visant à élargir cette couverture, et a étudié le degré de comparabilité des critères nationaux définis à ce jour et les possibilités de trouver des indicateurs communs qui permettraient, le cas échéant, de qualifier ces critères.

5. À sa deuxième session, le Groupe a prié le Secrétariat, en collaboration avec les institutions internationales compétentes, de revenir longuement sur certaines questions soulevées dans le rapport et lors des débats. Il a demandé que des informations régulièrement mises à jour lui soient présentées à ses prochaines sessions, souhaitant être informé des faits nouveaux qui pourraient survenir.

6. Le présent rapport tient compte des paragraphes 12 et 15 de la Déclaration sur la diversité biologique et les forêts faite au nom de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à l'intention du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts (UNEP/CBD/COP/2/19).

7. Le présent rapport a été établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui est l'organisme responsable de l'élément de programme III.2, en consultation avec le secrétariat du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts au sein de la Division du développement durable du Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Des observations et communications ont été reçues du secrétariat du Séminaire intergouvernemental sur les critères et indicateurs pour la gestion écologiquement viable des forêts (Finlande), du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et de la FAO/CEE. La liste d'indicateurs du développement durable, actuellement établie dans le cadre des chapitres 8 (Intégration du processus de prise de décisions sur l'environnement et le développement) et 40 (L'information pour la prise de décisions) d'Action 21 a également été prise en considération.

8. Il convient de noter que les décisions du Séminaire intergouvernemental sur les critères et indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts, que le Gouvernement finlandais a, avec la collaboration de la FAO et d'autres organisations internationales, organisé à Helsinki en août 1996, à l'appui des travaux du Groupe, n'étaient pas encore connues au moment de la rédaction du présent rapport. Toutefois, les documents d'information rédigés pour le Séminaire ont été examinés. En conséquence, le Groupe souhaitera peut-être étudier les recommandations du Séminaire en complément au présent rapport.

#### I. RÉSUMÉ DES DÉBATS TENUS PAR LE GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL SUR LES FORÊTS À SA DEUXIÈME SESSION

9. On trouvera ci-après un résumé des diverses opinions exprimées par les pays à la deuxième session du Groupe intergouvernemental, lors du débat initial qui a été consacré aux critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts, sur la base du rapport du Secrétaire général (E/CN.17/IPF/1996/10).

10. Le Groupe a unanimement considéré qu'il fallait :

a) Étudier les possibilités de dégager un consensus mondial sur les notions, termes et définitions ayant trait à la gestion écologiquement viable des forêts;

b) Trouver les moyens de développer et d'intensifier les activités visant à définir des critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts, surtout dans les régions qui ne sont pas encore couvertes par les initiatives en cours, y compris les moyens spéciaux d'aider les pays en développement dans lesquels les forêts et forêts claires sont essentielles pour faire face aux besoins de subsistance de base des populations rurales et des habitants des forêts;

/...

c) Clarifier les liens entre les activités au niveau national et les activités au niveau de l'unité d'aménagement forestier;

d) Promouvoir les moyens de maximiser les échanges d'informations, d'expérience et de savoir-faire au niveau mondial sur toutes les questions relatives aux critères et indicateurs.

11. Le Groupe a exprimé des réserves sur les mesures suivantes :

a) Rattacher des zones écologiques appartenant à des régions géographiques différentes, en tant que première étape vers l'adoption de critères et indicateurs internationalement compatibles pour la gestion écologiquement viable des forêts;

b) Élaborer des méthodes permettant de quantifier les indicateurs actuellement exprimés sous une forme qualitative et descriptive;

c) Renforcer les mécanismes visant à promouvoir les liens intersectoriels.

12. En outre, un certain nombre de points ont été examinés et débattus : la notion globale de critères et indicateurs permettant d'assurer, sur une base scientifique solide, une gestion durable des forêts qui soit techniquement valable et économiquement viable et réponde aux spécificités et aux besoins de chaque pays; le champ d'application des critères, qui est lié aux valeurs et avantages sociaux, économiques, culturels, religieux et écologiques; la nécessité de faire participer toutes les parties concernées tant à la planification de la gestion durable des forêts qu'à la gestion proprement dite; la nécessité de définir un large éventail d'indicateurs pour refléter les diverses réalités nationales; la nécessité de prévoir des indicateurs suffisamment souples pour permettre la prise en compte des exigences nouvelles des sociétés et l'intégration des résultats de recherche dans les stratégies élaborées; la définition des critères et indicateurs aux niveaux régional, national et au niveau de l'unité d'aménagement forestier, les liens et relations entre ces niveaux, et l'attribution des responsabilités d'exécution; les possibilités de convergence et les avantages de l'harmonisation au niveau international; l'expérimentation sur le terrain au niveau national et au niveau de l'unité d'aménagement forestier; les liens qui existent entre les critères et l'"Objectif an 2000" de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT); les relations entre l'élaboration des critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts d'une part et la certification des produits forestiers d'autre part; la nécessité de s'assurer que la définition et l'application des critères et des indicateurs ne constituent pas un obstacle au commerce des produits forestiers et ne compromettent pas la situation d'un pays face à l'aide publique au développement; et la nécessité d'accorder toute l'attention voulue aux chapitres des Principes relatifs aux forêts qui traitent de l'assistance financière, technique et institutionnelle aux pays en développement.

II. ÉTAT DES QUESTIONS SOULEVÉES PAR LE GROUPE  
INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL SUR LES FORÊTS  
LORS DE SA DEUXIÈME SESSION

A. Concepts

13. Dans le débat en cours sur les forêts, il est généralement admis que les critères servent à définir les éléments essentiels de la gestion forestière au regard desquels peut être évaluée la viabilité des pratiques d'exploitation. Chaque critère se rapporte à un élément clef d'une exploitation durable des forêts et à chacun correspondent un ou plusieurs indicateurs qualitatifs, quantitatifs ou descriptifs. En mesurant et en contrôlant périodiquement ces indicateurs, on peut évaluer en toute objectivité l'effet global des interventions de gestion forestière, les conséquences de la non-intervention ou les agressions liées à des activités non forestières (par exemple, polluants atmosphériques, changements climatiques) et prendre ainsi des mesures correctives pour mieux atteindre les buts et objectifs fixés aux niveaux national ou sous-national. La viabilité à long terme de la gestion des forêts exige que tous les indicateurs convenus évoluent en fin de compte dans la même direction.

14. Les indicateurs doivent être définis en fonction des réalités de chaque pays. S'ils ne sont pas tous quantifiables, les indicateurs tant quantitatifs que qualitatifs, complétés parfois par des indicateurs descriptifs, doivent dûment refléter les réalités nationales et faciliter les évaluations périodiques, l'établissement de rapports et, enfin, l'adoption de mesures qui déboucheront sur des pratiques de gestion durable des forêts.

15. Il est nécessaire que toutes les parties concernées, y compris les institutions gouvernementales, les propriétaires des forêts, le secteur privé, les communautés locales et autochtones, les habitants des forêts, autochtones ou non, ainsi que les organisations non gouvernementales nationales compétentes, participent systématiquement à toutes les étapes des travaux afin de garantir la cohérence de l'action, son application diligente et sa pérennité.

B. Harmonisation de la terminologie

16. Les critères fournissent dans leur ensemble une définition implicite, généralement acceptée, du concept de gestion durable des forêts en précisant quels en sont les éléments essentiels. Par ailleurs, dans la plupart des initiatives internationales en cours concernant les critères et les indicateurs, des listes de définitions, comportant des termes clefs, ont été élaborées. Sans être absolument identiques, ces définitions semblent être en grande partie compatibles. La quasi-totalité des instances nationales et internationales qui s'intéressent aux critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts ont souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour dégager un consensus mondial sur les notions et termes clefs utilisés et rattacher cette terminologie à celle d'autres domaines de la foresterie comme l'établissement d'inventaires forestiers et l'évaluation des ressources.

### C. Niveaux d'application

17. Des critères et des indicateurs pour la gestion durable des forêts ont été déterminés, ces dernières années, aux niveaux régional, national et sous-régional (c'est-à-dire au niveau de l'unité d'aménagement forestier). S'il est généralement admis que ces niveaux sont théoriquement liés et que les pays doivent veiller à la cohérence de leur action aux niveaux national et sous-national, il reste à régler certaines questions concernant particulièrement les corrélations entre l'application des critères et indicateurs au niveau national et au niveau de l'unité d'aménagement forestier.

18. Il est communément admis que tous les critères nationaux de durabilité ne peuvent pas être appliqués à chaque forêt. Il est important toutefois que les critères fixés pour la gestion des forêts ou des unités d'aménagement forestier soient complémentaires et que chacun d'entre eux contribue de manière coordonnée à la réalisation des objectifs nationaux de durabilité. En d'autres termes, il est souhaitable, et en fait nécessaire, de déterminer parmi les critères convenus et les indicateurs correspondants un ordre de priorité pour chaque zone forestière de manière à tenir compte des conditions, exigences et besoins locaux à un moment donné. Cette hiérarchisation des priorités doit se faire dans le cadre des plans nationaux, en prêtant attention à d'éventuelles compensations entre les forêts ou zones forestières.

### D. Zones couvertes par les initiatives internationales

19. Depuis la CNUED, on a fait, dans de nombreuses régions du monde, beaucoup de progrès en ce qui concerne la définition des concepts et l'élaboration des critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts. À la demande des pays concernés, des mesures sont actuellement prises pour faire participer davantage les pays et les régions qui, jusqu'à présent, étaient restés à l'écart des initiatives internationales relatives aux critères et indicateurs.

20. On trouvera dans le tableau 1 ci-dessous (voir également la section III) un aperçu de la couverture géographique des initiatives internationales en cours et des initiatives prévues concernant les critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts.

Tableau 1

Couverture géographique des initiatives internationales en cours

Région écologique et initiative	Nombre de pays participants	Zone forestière (en milliers d'hectares) <sup>a</sup>
<u>Forêts boréales et tempérées<sup>b</sup></u>		
Processus d'Helsinki	38 <sup>c</sup>	904 577
Processus de Montréal	12	1 500 000
<u>Forêts tropicales</u>		
Pays producteurs membres de l'OIBT	25	1 305 046
Proposition de Tarapoto <sup>d</sup>	8	540 000 <sup>e</sup>
<u>Forêts des zones arides</u>		
Zone aride de l'Afrique subsaharienne	27	278 021
<u>Initiatives prévues</u>		
Afrique du Nord et Proche-Orient <sup>f</sup>	18	10 573
CCAD	9	21 755

<sup>a</sup> Les renseignements concernant les zones forestières sont tirés des documents de la FAO No 112 et 124 concernant la foresterie (à l'exclusion des "autres terres boisées").

<sup>b</sup> Certains pays sont représentés dans plus d'une initiative, notamment la Russie (avec une couverture forestière de 739 729 000 hectares), que l'on retrouve à la fois dans les processus d'Helsinki et de Montréal.

<sup>c</sup> Le nombre de pays correspond à celui des États signataires des résolutions H1 et H2 d'Helsinki, plus les États nouvellement indépendants qui ont ultérieurement participé aux travaux du processus d'Helsinki, plus l'Albanie (qui n'avait pas initialement signé les résolutions mais qui s'est récemment associée à ces travaux).

<sup>d</sup> Sur les huit pays participants, seul le Suriname n'est pas membre de l'OIBT.

<sup>e</sup> Forêts amazoniennes seulement.

<sup>f</sup> Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient : réunion d'experts qui devrait se tenir au Caire, du 15 au 17 octobre 1996, en collaboration avec le PNUE.

<sup>g</sup> Réunion d'experts qui devrait être organisée au Costa Rica ou au Honduras en octobre ou novembre 1996 par la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD), en collaboration avec la FAO et, vraisemblablement, avec l'aide du PNUE.

21. Les initiatives internationales en cours et celles qui ont été proposées concernent soit des régions géographiques, comme c'est le cas pour le processus d'Helsinki et l'initiative prévue par la FAO et le PNUD au Proche-Orient; soit des régions écologiques comme c'est le cas pour le processus de Montréal (zone boréale et tempérée), l'initiative zone aride d'Afrique du PNUE et de la FAO et les travaux de l'OIBT (zones tropicales humides); ou encore un panachage de zones géographiques et écologiques. Dans ce dernier cas, les initiatives sont menées sous l'égide de groupements régionaux et sous-régionaux, comme pour les propositions de Tarapoto (pays membres du Traité de coopération amazonienne) et l'initiative prévue par la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement, la FAO et le PNUE en Amérique centrale.

/...

22. Une approche écorégionale pourrait certes faciliter l'analyse scientifique mais il est largement admis qu'il importe avant tout de veiller à ce que les instances intergouvernementales ou les grands groupements politiques adoptent rapidement les mesures recommandées, car l'adhésion des milieux politiques et des hauts responsables est une condition sine qua non d'un engagement durable des pays et de la poursuite de leur action. Les décisions doivent être prises non seulement au niveau international mais aussi au niveau régional ou sous-régional. En conséquence, à sa deuxième session, le Groupe intergouvernemental a recommandé que l'on poursuive les travaux au niveau régional.

#### E. Comparabilité des critères et des indicateurs

23. Si l'on examine les résultats des initiatives en cours, on découvre des recoupements importants entre critères de durabilité. On trouvera au tableau 2 un résumé des critères appliqués au niveau national à la gestion écologiquement viable des forêts dans le cadre des cinq initiatives internationales.

Tableau 2

Critères élaborés dans le cadre des initiatives internationales en cours

Critères	Helsinki	Montréal	OIBT	Tarapoto	Zones arides en Afrique
<u>Niveaux d'intervention</u>					
Unité d'aménagement forestier	Non	Non	Oui	Oui	Non
Niveau national	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Niveau mondial	Non	Non	Non	Oui	Non
<u>Catégories thématiques</u>					
Ressources forestières					
Ampleur des ressources forestières	Oui	— <sup>a</sup>	Oui	— <sup>b</sup>	Oui
Cycle mondial du carbone	Oui	Oui	Non	Non	— <sup>c</sup>
Santé et vitalité de l'écosystème forestier	Oui	Oui	Non	—	Oui
Diversité biologique dans les écosystèmes forestiers	Oui	Oui	— <sup>d</sup>	Oui	Oui
Fonctions des forêts					
Fonctions productives	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Fonctions protectrices et environnementales	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Développement et besoins sociaux					
Fonctions et situations socio-économiques	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Cadre institutionnel					
Politique et réglementation, capacité de gestion écologiquement viable des forêts	Oui <sup>e</sup>	Oui	Oui	Oui	Oui

(Voir notes pages suivante)

---

(Notes du tableau 2)

Note : Les abréviations utilisées dans le tableau sont les suivantes : Helsinki : Processus européen; Montréal : Processus de Montréal; OIBT : Organisation internationale des bois tropicaux; Tarapoto : Proposition de Tarapoto; Zones arides en Afrique : proposition relative aux pays africains subsahariens arides. "Oui" : l'indicateur est expressément mentionné dans l'initiative; "—" : l'indicateur n'est pas expressément évoqué, mais a pu être examiné implicitement; "Non" : aucune référence explicite ou implicite au critère en question.

<sup>a</sup> Dans le Processus de Montréal, la ressource forestière n'est pas considérée comme un critère distinct, mais est un indicateur de deux autres critères : a) la conservation de la diversité biologique; et b) le maintien de la capacité productive de l'écosystème forestier.

<sup>b</sup> Dans la Proposition de Tarapoto, les critères : "Étendue des ressources forestières" et "Diversité biologique" sont fusionnés en un seul critère : "Conservation du couvert forestier et de la diversité biologique".

<sup>c</sup> Dans la Proposition relative aux Zones arides en Afrique, les critères : "Cycle mondial du carbone" et "Étendue des ressources forestières" sont fusionnés en un seul critère.

<sup>d</sup> L'OIBT a élaboré un ensemble de directives supplémentaires, traitant de la question de la diversité biologique, qui ne figure pas en tant que critère dans les directives d'aménagement forestier.

<sup>e</sup> Dans le Processus d'Helsinki, le critère cadre institutionnel figure sous forme d'indicateurs descriptifs relevant de chacun des six autres critères.

24. Comme on peut le voir au tableau 2, plusieurs pays participant à des initiatives différentes ont mis au point et appliquent déjà des critères communs, dont on considère généralement qu'ils jouent un rôle essentiel dans la gestion écologiquement viable des forêts. De nombreuses voix se sont également élevées pour demander s'il ne serait pas possible de mettre au point un ensemble restreint de critères de base internationalement reconnus.

25. À l'heure actuelle, les indicateurs sur lesquels repose la définition des critères nationaux dans le cadre des initiatives en cours ne se recoupent toutefois qu'en partie. Il existe en outre de grosses différences entre pays et entre participants à chacune des initiatives internationales pour ce qui est de l'importance qu'ils accordent à chaque indicateur, en fonction de leurs valeurs et besoins économiques, écologiques, sociaux, culturels et religieux, eux-mêmes caractéristiques de cadres juridiques et de politiques propres. De l'avis général, un large éventail d'indicateurs devrait être mis au point pour tenir compte de ces différences bien connues.

26. L'unanimité remportée par les critères à l'échelle mondiale, et les divergences entre séries d'indicateurs mises en évidence par les activités en

/...

cours sont normales. Il est important que le rôle différent que jouent critères et indicateurs soient reconnu avant de mettre en oeuvre les stratégies élaborées, mais aussi notamment avant d'envisager toute possibilité d'harmonisation ou de concordance.

27. Toute éventuelle concordance peut ne pas nécessairement affecter de la même façon tous les indicateurs : l'ensemble restreint d'indicateurs internationaux envisagés ne comprendrait probablement que certains des indicateurs quantitatifs ayant trait aux mesures biologiques et physiques de chaque pays, plus faciles à comparer que les indicateurs sociaux<sup>6</sup>

28. L'avantage d'une approche consensuelle vient notamment de la possibilité qu'elle offre d'incorporer des indicateurs communs dans des mécanismes tels que l'évaluation des ressources forestières mondiales, facilitant ainsi l'établissement de rapports au niveau national sur les progrès accomplis dans la réalisation d'objectifs fixés d'un commun accord et contribuant ainsi à l'évaluation des tendances internationales sous tous leurs aspects. Plusieurs paramètres quantitatifs figurant dans le Programme d'évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO et les rapports nationaux à présenter en application de la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays les plus gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, ainsi que les informations réunies dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) pourraient faire partie de ce petit nombre d'indicateurs.

29. D'après certains experts, privilégier l'universalité, au niveau international ou régional, au détriment de la spécificité des indicateurs applicables à un pays donné ou à un groupe de pays apparentés par leurs politiques ou leur situation pourrait remettre en cause les progrès accomplis à ce jour. Même dans le cas d'indicateurs spécifiques, il est tout aussi important de bien définir leur nature et leurs moyens exacts de mesurer, de fixer des seuils de confiance et d'interpréter les tendances qu'ils font apparaître dans le temps.

30. Pour favoriser un rapprochement général entre critères et indicateurs ou une harmonisation internationale, il faut procéder avec méthode et par étapes, tout en encourageant au maximum la transparence et le dialogue international dans un souci de comparabilité et de reconnaissance mutuelle de la valeur des séries d'indicateurs spécifiques existants.

31. En assurant la comparabilité des résultats des initiatives en cours, en échangeant les données tirées des expériences positives et en s'inspirant dans les initiatives nouvelles ou en projet de la démarche poursuivie dans les projets déjà opérationnels, on pourrait éviter de nombreuses incompatibilités.

#### F. Utilisation des critères et indicateurs

32. Pour mettre en oeuvre des stratégies forestières conformes à un ensemble internationalement accepté de critères et indicateurs, il faudrait que les gouvernements confirment que les critères et indicateurs définis sont adaptés à

leur situation nationale et que ces critères et indicateurs soient adoptés par toutes les parties concernées. Il faudrait également que chaque État étudie les moyens pratiques de mesurer et d'évaluer à intervalles réguliers certains indicateurs tels qu'ils sont utilisés et s'assure que ces derniers correspondent à la réalité écologique, économique, sociale et institutionnelle du pays. À terme, il devrait tenir compte de ces critères et indicateurs pour élaborer ses politiques forestières et revoir ses directives, réglementations et dispositions législatives régissant la gestion forestière.

33. Si l'on a bien avancé sur le plan théorique, il reste beaucoup à faire sur le plan pratique au niveau du pays et de l'unité d'aménagement forestier.

G. Critères et indicateurs, certification de la gestion  
écologiquement viable des forêts et étiquetage des  
produits forestiers

34. Il est généralement reconnu que c'est sur la base des critères et indicateurs mis au point au niveau national que doivent être définis, par chaque pays, les critères et indicateurs applicables au niveau de l'unité d'aménagement forestier. L'évaluation des résultats de ces unités par rapport aux normes internationalement acceptées de gestion écologiquement viable des forêts peut contribuer directement à l'adoption de pratiques écologiquement viables de gestion des forêts. L'étiquetage des produits forestiers, notamment le contrôle de leur provenance, qui relève davantage de l'aspect commercialisation du processus plus large de certification, pourrait favoriser l'apparition de pratiques de gestion forestière plus durables sous l'impulsion directe du marché vert, sur lequel ces produits jouiraient ainsi d'un avantage comparatif.

35. La certification des produits tirés de forêts gérées de façon écologiquement viable suppose en fait l'établissement de normes d'efficacité pour une zone forestière donnée. On ne connaît pas très bien encore les liens précis qui existent entre les initiatives visant à améliorer la gestion forestière d'une part, et la certification de la gestion forestière en vue de l'étiquetage des produits forestiers de l'autre, et le débat international à ce sujet reste largement ouvert. Lors de la Conférence internationale sur l'homologation et l'étiquetage des produits provenant de forêts gérées d'une manière écologiquement rationnelle, tenue à Brisbane (Australie) du 26 au 31 mai 1996, on est arrivé à la conclusion que la certification et l'étiquetage étaient un moyen, parmi tant d'autres, de promouvoir la gestion écologiquement viable des forêts, et que l'efficacité potentielle de tous ces moyens devrait être analysée et étudiée de façon plus approfondie.

36. Certains voient dans la certification un moyen de promouvoir la gestion écologiquement viable des forêts et de récompenser les meilleures pratiques par le jeu du marché, et d'autres l'aboutissement de l'exécution par les pays de projets efficaces et durables facilitant l'apprentissage de la gestion écologiquement rationnelle des forêts. Les questions de certification de la gestion forestière font l'objet d'un examen plus approfondi au titre de l'élément de programme IV.

H. Échange d'expériences et de savoir-faire,  
diffusion d'informations

37. Il est reconnu que les informations et les données d'expérience internationale tirées des initiatives en cours doivent être sans cesse échangées et que les pays et régions qui viennent seulement de se joindre au débat international sur les critères et indicateurs relatifs à la gestion écologiquement viable des forêts doivent y avoir accès. Les résultats, en grande partie compatibles, obtenus à ce jour, sont la preuve éclatante de l'utilité de ce dialogue à la fois étroit et ouvert qui a eu pour avantage supplémentaire d'accroître la participation et la confiance de groupes traditionnellement tenus à l'écart du secteur forestier.

III. ÉVALUATION DES DERNIERS RÉSULTATS : TENDANCE A L'OPTIMISME

A. Harmonisation des définitions et de la terminologie

38. Pour éviter que, faute de définitions internationalement acceptées, des points de vue contradictoires coexistent au sein d'un même système de référence, on s'efforce actuellement de s'entendre sur une terminologie commune. Ces efforts devraient contribuer à réaliser un consensus mondial sur les définitions et termes clefs utilisés dans les débats internationaux sur les critères et indicateurs relatifs à la gestion écologiquement viable des forêts et à donner une base commune à ces débats pour favoriser une meilleure connaissance des questions à l'étude, aussi bien dans le secteur forestier qu'ailleurs.

39. Conformément aux recommandations internationales, le maximum a été fait pour conserver la terminologie qui avait déjà largement cours comme, par exemple, les définitions du Programme d'évaluation des ressources forestières mondiales coordonné par la FAO<sup>7</sup>.

40. Ainsi, en collaboration avec l'Union internationale des instituts de recherches forestières, la FAO étudie actuellement les définitions et la terminologie utilisées dans le domaine forestier par toutes sortes de groupes linguistiques dans 25 pays recouvrant toutes les régions du monde. La première phase, toujours en cours, de cette étude porte sur une vingtaine d'expressions et de notions fondamentales définies initialement dans l'Évaluation des ressources forestières mondiales 1990<sup>8</sup>.

41. Une liste provisoire de définitions et de termes relatifs aux critères et aux indicateurs a été établie lors des préparatifs du Séminaire intergouvernemental sur les critères et indicateurs d'une gestion écologiquement viable des forêts. Elle s'inspirait des travaux déjà réalisés dans ce domaine par les différentes initiatives internationales et par la FAO, tout en complétant leurs résultats.

42. Dans le cadre de l'élaboration de son rapport sur la situation des forêts dans le monde, qui doit paraître au début de 1997, et de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2000, la FAO a consacré beaucoup de temps et de ressources à l'harmonisation de la terminologie de base utilisée à l'échelle mondiale.

## B. Portée internationale des initiatives

43. À plusieurs occasions et notamment lors de la réunion d'experts de la FAO et de l'OIBT sur l'harmonisation des critères et des indicateurs de gestion durable des forêts (en février 1995), de la douzième session du Comité des forêts, de la réunion des ministres responsables des forêts (en mars 1995) et enfin de la seconde session du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, on a recommandé de favoriser l'adhésion des pays et régions qui n'en faisaient pas partie aux initiatives internationales en cours. La FAO a été invitée à mener cette initiative internationale, en étroite collaboration avec d'autres organisations intéressées comme l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et l'Alliance mondiale pour la nature (UICN).

44. Suite à cette recommandation, la question des critères et indicateurs a été inscrite à l'ordre du jour de toutes les réunions semestrielles de la Commission des forêts de la FAO qui couvrent les six régions du globe. Sont prévus :

a) Une réunion d'experts sur l'établissement de critères et indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts au Moyen-Orient, qui doit être organisée au Caire, du 15 au 17 octobre 1996, par les services du siège de la FAO et son Bureau régional pour le Proche-Orient, éventuellement avec le PNUE. Elle portera essentiellement sur les zones arides des pays du Moyen-Orient. Ses conclusions et recommandations seront communiquées à la Commission des forêts pour le Proche-Orient (CFPO) à sa douzième session qui se tiendra du 21 au 24 octobre 1996 et compléteront la note publiée par le Secrétariat sur les critères et indicateurs pour la gestion écologiquement viable des forêts au Proche-Orient; et

b) Un atelier doublé d'une réunion d'experts sur les critères et les indicateurs pour la gestion écologiquement viable des forêts en Amérique centrale, qui sera organisé par la Commission de l'Amérique centrale pour l'environnement et le développement, au Costa Rica ou au Honduras, en octobre ou novembre 1996, dans le cadre d'un projet de coopération technique de la FAO, éventuellement avec la participation du PNUE. Il est prévu d'inviter des experts de certains pays des Caraïbes à y participer en qualité d'observateurs.

45. Les débats du Séminaire intergouvernemental sur les critères et indicateurs d'une gestion écologiquement viable des forêts ont essentiellement porté sur trois rapports d'information, le premier concernant les progrès réalisés dans l'établissement de critères et indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts; le deuxième l'examen de la comparabilité et de la compatibilité internationale des critères et indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts; et le troisième l'utilisation des critères et indicateurs pour une gestion écologiquement viable des forêts et leur utilité comme instrument de politique. Le rapport contenant ses conclusions et recommandations sera présenté au Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts à sa troisième session.

46. Un atelier international sur l'utilisation intégrée de méthodes écologiquement viables de gestion des forêts sera organisé par le Japon et le

/...

Canada, en collaboration avec la FAO et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), à Kochi (Japon), du 22 au 25 novembre 1996, dans le cadre du programme de travail du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts. Il fera le point sur les possibilités et les besoins existants en ce qui concerne l'application locale de la notion de gestion écologiquement viable des forêts, compte tenu des mesures internationales, des politiques nationales et des données d'expérience dont on dispose actuellement dans ce domaine. Sur la base d'études de cas précis, il proposera des options et des stratégies d'action qui, dans un premier temps, seront portées à l'attention du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts à sa quatrième session et, dans un deuxième temps, feront l'objet d'expériences pilotes sur le terrain dans plusieurs pays.

### C. Utilisation des critères et indicateurs

47. Dans le cadre du Processus d'Helsinki, on s'emploie actuellement à rassembler le plus grand nombre de données possible sur la gestion écologiquement viable des forêts telle qu'elle se pratique dans chaque pays. Les résultats d'une enquête témoin portant sur 27 indicateurs quantitatifs adoptés dans le cadre du Processus d'Helsinki ont été communiqués à la troisième réunion d'experts chargée du suivi de la Conférence d'Helsinki. Des données sur les années 80 et 90 ont été fournies par 30 des 36 pays signataires des résolutions H1 et H2 de la Conférence d'Helsinki, portant respectivement sur la gestion écologiquement viable des forêts d'Europe et la protection de la diversité biologique des forêts européennes, et par un pays non signataire, l'Albanie. Une évaluation plus complète sera réalisée en vue de la troisième Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe qui doit se tenir à Lisbonne en 1998.

48. Lors d'une réunion organisée en Australie en juin 1996, les pays participant au Processus de Montréal ont fait connaître les premiers résultats des activités de rassemblement de données sur 67 indicateurs élaborés dans ce cadre. Un rapport sur les progrès réalisés au niveau national sera établi d'après les informations communiquées par les pays participants pour être présenté à la Commission du développement durable à sa quatrième session au début de 1997. Le secrétariat du Processus de Montréal se propose de présenter un premier rapport de situation provisoire au onzième Congrès forestier mondial qui se tiendra en Turquie en octobre 1997.

49. Compte tenu des énormes lacunes mises en évidence au niveau de l'information et de la nécessité d'entreprendre de nouvelles recherches en vue de donner suite aux décisions des Processus d'Helsinki et de Montréal, le Groupe scientifique consultatif et le Comité consultatif technique ont été établis pour s'assurer de la solidité et de la validité scientifique des options retenues et définir des priorités de recherche. Il existe également un groupe consultatif pour les projets qui a pour mission d'aider le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) à mener à bien l'expérimentation sur le terrain au niveau des unités d'aménagement forestier.<sup>9</sup>

50. L'évaluation des ressources forestières mondiales 1990 étant terminée, la FAO et la Commission économique pour l'Europe (CEE) travaillent actuellement à l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2000. Jusqu'à présent, ces

évaluations visaient surtout à réunir des données sur les zones forestières et les tendances en la matière. Celles de 1980 et de 1990 portaient aussi dans une certaine mesure sur les services d'environnement et les produits autres que le bois fournis par les forêts. L'Évaluation 2000 s'intéressera de plus près à ces questions sur lesquelles elle s'emploiera à obtenir des informations de plusieurs pays où les données sont de plus en plus comparables sur le plan de l'exhaustivité, de la cohérence et de la qualité. Pour l'appuyer, des programmes de renforcement des capacités nationales seront exécutés en parallèle.

51. Dans le cadre de l'Évaluation 2000, et compte tenu des résultats du Système européen d'information et de communication sur les forêts mis en place en janvier 1996 par l'Institut européen des forêts, un projet sera financé par l'Union européenne pour analyser les différences entre systèmes nationaux d'information et étudier les possibilités d'harmonisation des mécanismes existants de rassemblement de données concernant les forêts à faire figurer dans les inventaires forestiers nationaux. Le projet couvre les 15 États membres de l'Union européenne, ainsi que la Norvège et la Suisse.

52. On recueille déjà des données sur de nombreux indicateurs quantitatifs, à différents niveaux, par l'intermédiaire de mécanismes internationaux existants, et notamment des organismes n'appartenant pas au secteur forestier traditionnel, en application des chapitres 8 et 40 d'Action 21. Les données concernant la part du secteur forestier dans le produit intérieur brut (PIB) sont réunies notamment par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la FAO; et celles concernant l'emploi dans la sylviculture par l'OCDE et l'Organisation internationale du Travail (OIT). À l'échelle européenne, les données concernant la défoliation des arbres sont rassemblées par l'OCDE et l'UE, dans le cadre du Programme de coopération internationale pour l'évaluation et la surveillance des effets des polluants atmosphériques sur les forêts (PIC Forêts); celles concernant l'état des sols ont commencé de l'être récemment par la CEE et l'UE. Depuis dix ans, la CEE et la FAO réunissent et diffusent par voie électronique des informations sur les incendies de forêts en Europe; la FAO a récemment complété les statistiques qu'elle tient avec la CEE sur les incendies de forêts en Europe par des données préliminaires à l'échelle mondiale et prévoit d'aller encore plus loin dans ce sens si elle en a les moyens. Les efforts entrepris actuellement afin d'harmoniser les normes d'élaboration des rapports à présenter en application de certaines conventions relatives aux forêts (diversité biologique, changement climatique et désertification) devraient s'avérer d'une utilité précieuse pour les prochaines évaluations des ressources forestières.

53. Les critères et les indicateurs peuvent servir au niveau aussi bien national que de l'unité d'aménagement forestier. Si certains indicateurs, tels que ceux relatifs à l'équilibre entre les différentes fonctions des forêts ou aux politiques nationales, ne s'appliquent qu'au niveau national, la quantification de nombreux indicateurs nationaux repose en fait sur des données recueillies au niveau de l'unité d'aménagement forestier. Les activités menées au niveau national doivent donc nécessairement être reliées à celles qui le sont au niveau de l'unité d'aménagement forestier.

54. En ce qui concerne l'expérimentation des critères et indicateurs au niveau de l'unité d'aménagement forestier, le CIFOR a mis sur pied une équipe interdisciplinaire d'experts au fait des activités menées au niveau national qui rencontre régulièrement les groupes concernés par les essais réalisés dans certaines de ces unités. Ce système facilite les échanges systématiques d'idées et la diffusion régulière d'informations entre les responsables nationaux et les unités d'aménagement forestier et crée des liens conceptuels forts entre les deux niveaux.

55. Parmi les projets d'application sur le terrain qui ont eu des retombées positives sur les activités menées au niveau national, on peut également citer :

a) Des projets pilotes (Finlande, Australie, Canada) visant à étudier l'utilité des critères et indicateurs nationaux au niveau sous-national (province, unité d'aménagement forestier) et la possibilité de mesurer et d'évaluer certains indicateurs sur le terrain;

b) Projets de démonstration sur les forêts modèles établis sous les auspices du Canada en Chine, au Gabon, au Mexique, en Fédération de Russie et au Viet Nam notamment, ainsi que dans diverses provinces canadiennes dans le cadre desquels les informations concernant les stratégies et méthodes générales de gestion écologiquement viable des forêts sont traduites en activités concrètes au niveau opérationnel;

c) Création de zones de démonstration des méthodes de gestion écologiquement viable des forêts dans des pays producteurs membres de l'OIBT. Plusieurs projets ont été lancés pour mettre à l'épreuve des stratégies et méthodes de gestion écologiquement viable des forêts au niveau de l'unité d'aménagement forestier. Ainsi, l'OIBT a mis au point, en collaboration avec l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature, le système de comptabilité des ressources forestières pour harmoniser les méthodes de surveillance de l'état et de la gestion des forêts et faciliter l'établissement de rapports comparables. Ce système est actuellement à l'essai au Cameroun, en Équateur et en Indonésie.

56. La décision XX/18 du Conseil international des bois tropicaux, en date du 23 mai 1996, concernant l'examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif fixé pour l'an 2000 par l'OIBT, engageait les pays producteurs et consommateurs à encourager l'adoption de mesures prioritaires pour parvenir aux objectifs fixés dans l'application sur le terrain de méthodes de gestion écologiquement viable des forêts. Les projets pilotes mentionnés plus haut, en apportant des données d'expérience et des informations sur les résultats obtenus, qui serviront aux activités portant sur la gestion écologiquement viable des forêts réalisées au niveau national, aideront à atteindre l'objectif fixé par l'OIBT pour l'an 2000.

#### D. Critères et indicateurs et certification des produits forestiers

57. Beaucoup des activités d'expérimentation sur le terrain décrites plus haut font expressément mention de l'étude des possibilités d'établir des liens entre

les critères et indicateurs et la certification des produits tirés de forêts gérées de façon écologiquement viable.

58. Au fil des ans, de nombreuses instances ont été créées pour débattre de la mise au point de mécanismes et de l'élaboration de mesures conçues pour favoriser la certification des produits forestiers en la rapprochant de la promotion d'une gestion écologiquement viable des forêts<sup>10</sup>. Plusieurs pays mènent des activités au niveau national pour assurer un jour la certification des produits<sup>11</sup>.

59. Un grand nombre de réunions et de conférences ont également abordé la question de la gestion écologiquement viable des forêts, et plus particulièrement de la certification des produits tirés de forêts gérées de manière écologiquement rationnelle, aux niveaux tant national que régional et international<sup>12</sup>.

E. Échange de données d'expérience et de savoir-faire :  
diffusion d'informations

60. Depuis quelques années, la gestion écologiquement viable des forêts suscite de plus en plus de débats chez les décideurs, les chercheurs, les techniciens et le grand public. Cette rapide prise d'importance s'est accompagnée d'une forte progression des échanges d'informations, de données d'expérience et de savoir-faire entre pays et initiatives internationales en cours. Il en est résulté une prise de conscience plus aiguë de cette question et une reconnaissance générale par les décideurs et le grand public du fait que toutes les forêts peuvent, en principe, être gérées de manière écologiquement viable de façon à remplir toutes sortes de fonctions protectrices, productives, écologiques et sociales pendant une période de temps indéfinie. Cette prise en considération de base du caractère renouvelable et des multiples utilisations de cette ressource contribuera à favoriser l'adoption de politiques nationales d'appui et le renforcement de celles existantes et devrait faciliter l'introduction et l'application à grande échelle de pratiques écologiquement viables de gestion des forêts.

61. Les débats sur les définitions mutuellement acceptables et la recherche d'indicateurs quantifiables pour ce qui est de la gestion écologiquement viable des forêts ont en outre favoriser le dialogue entre les différents groupes de parties intéressées dont les intérêts étaient auparavant souvent perçus comme contradictoires, rivaux, voire incompatibles.

IV. IMPÉRATIFS

A. Harmonisation des concepts et de la terminologie

62. L'absence de concepts et de terminologie arrêtés d'un commun accord au niveau international risque de gravement compromettre la suite des travaux, en particulier sur le plan pratique.

63. Compte tenu des données d'expérience exposées dans les sections précédentes, il convient, pour obtenir des résultats durables, de trouver un équilibre entre les dimensions économique, écologique, sociale et culturelle de

/...

la gestion des forêts. Si l'on attend trop de l'application d'un critère de base unique, quel qu'il soit, on risque de s'écarter des grands objectifs de développement national qui ont été définis (tels qu'ils ont été énoncés dans la liste provisoire d'indicateurs de développement durable destinée à faciliter la prise de décisions, conformément aux chapitres 8 et 40 d'Action 21). Si l'on veut éviter que le débat ne soit dominé par un groupe d'intérêts, quel qu'il soit, et que les actions engagées ne s'en ressentent, il est essentiel que tous les acteurs concernés continuent à discuter ouvertement de leurs priorités et de leurs attentes et qu'ils s'efforcent de parvenir à un consensus.

#### B. Comparabilité des critères et indicateurs

64. Les critères et indicateurs dépendent en grande partie des conditions qui prévalent dans chaque pays, de l'importance que les forêts y revêtent, des rôles qu'elles y jouent et des orientations générales qui y sont adoptées en matière d'exploitation forestière et dans les domaines connexes. Ainsi, même si tous les pays partiront de principes très voisins, il est probable que chacun d'eux n'accordera pas la même importance et le même degré de priorité aux différents critères et indicateurs. Si l'on s'accorde à reconnaître la nécessité de tenir compte des spécificités nationales dans l'utilisation des critères et indicateurs arrêtés au niveau international, il convient d'en préciser les conséquences, en particulier pour ce qui est de la coordination de l'action internationale, de la comparabilité des critères et indicateurs entre pays, de l'adoption de critères et indicateurs communs, ainsi que des moyens de maintenir un climat de confiance et de tolérance entre les différents pays et groupes d'intérêts, et d'harmoniser les initiatives internationales.

#### C. Utilisation des critères et indicateurs

65. On s'accorde à reconnaître qu'il faut développer la mise au point et l'utilisation d'indicateurs au niveau national et que les pays participants doivent échanger leurs vues régulièrement, entre eux et avec les secrétariats chargés des initiatives pertinentes. Si l'on veut que les pratiques en matière d'exploitation forestière s'améliorent progressivement et que les pays participants ne relâchent ni leur attention ni les efforts qu'ils déploient à cette fin, il est essentiel que tous les acteurs s'entretiennent régulièrement des résultats qu'ils obtiennent, des difficultés qu'ils rencontrent et des éventuelles ambiguïtés des concepts et des méthodes qu'ils mettent en oeuvre. Les secrétariats internationaux étant appelés à jouer un rôle primordial à cet égard, il convient d'assurer la continuité de leurs fonctions ou de prendre d'autres dispositions pour faciliter les échanges de vues nécessaires.

66. Les stratégies d'utilisation des critères et indicateurs devront être plus souples pour pouvoir être modifiées en fonction des données d'expérience, des résultats des travaux de recherche et de l'évolution des besoins sociaux, économiques, écologiques et institutionnels. En conséquence, pour que l'utilisation des critères et indicateurs aboutisse à des résultats durables, il convient de l'envisager comme un processus continu et dynamique, de mobiliser des ressources suffisantes et de s'appuyer sur un engagement politique à long terme; encore faudrait-il pour cela réunir les données d'expérience nécessaires.

67. Vingt-sept indicateurs nationaux ont été définis par l'OIBT et dans le cadre du Processus d'Helsinki et 67 autres dans le cadre du Processus de Montréal. Quarante-sept ont été proposés dans le cadre des initiatives de Tarapoto et de la zone aride d'Afrique. L'expérience a montré que ces indicateurs arrêtés au niveau international ne pouvaient être ni définitifs ni figés, mais qu'ils relevaient plutôt d'un idéal. Pour que chaque pays puisse sélectionner les critères et indicateurs pertinents, tous, même ceux dont l'action s'inscrit dans le cadre d'une même initiative internationale, doivent adopter des stratégies nationales souples.

68. Il est urgent de s'interroger sur l'opportunité d'évaluer régulièrement, dans chaque pays, l'évolution des indicateurs arrêtés au niveau international et sur les moyens d'y parvenir. Quel que soit le pays dans lequel ils sont utilisés, il est indispensable que les indicateurs retenus soient concrets et parlants et que les décideurs, techniciens et spécialistes nationaux, ainsi que l'ensemble de la population jugent leur application utile et d'un bon rapport coût-efficacité. En outre, ils doivent, directement ou indirectement, donner à leurs utilisateurs potentiels les moyens de répondre plus facilement aux questions qu'ils se posent. Si un indicateur donné ne fournit aucun élément pertinent pour évaluer la viabilité de la gestion forestière, on pourra considérer qu'il est inutile de surveiller son évolution. Les premières tentatives d'utilisation d'indicateurs définis dans le cadre des Processus d'Helsinki et de Montréal devraient permettre de mieux répondre aux questions des utilisateurs potentiels. Il reste toutefois nécessaire de préciser les dispositions qui devront être prises pour assurer la cohérence des indicateurs adoptés par les différents pays.

69. D'après une enquête menée par le Service forestier fédéral des États-Unis auprès de 80 membres de la communauté scientifique et technique, dont des universitaires, des représentants de l'industrie forestière et des ONG de défense de l'environnement, sur les 67 indicateurs nationaux de gestion écologiquement viable des forêts qui ont été arrêtés dans le cadre du Processus de Montréal auquel les États-Unis participent, seuls 9 pourraient être observés à l'aide des moyens disponibles. Le Service forestier pourrait également recueillir des données sur 20 à 25 autres indicateurs, mais ne dispose pas encore de ressources suffisantes pour le faire. On sait maintenant que le manque de connaissances et de ressources constitue un obstacle majeur sur le plan pratique. À moins que l'on ne prenne les mesures nécessaires pour y remédier, le manque d'informations et de méthodes adaptées risque de gravement compromettre le succès de la mise en pratique et de démobiliser les acteurs concernés.

70. D'après les résultats de l'enquête préliminaire menée dans le cadre du Processus d'Helsinki qui ont été recueillis au cours des deux dernières années, la plupart des pays disposaient des données nécessaires pour observer l'évolution des indicateurs relevant du critère relatif aux ressources forestières. Toutefois, dans la mesure où ces données reposaient sur des définitions et des classifications différentes et portaient sur des périodes distinctes, elles n'étaient pas directement comparables.

71. D'après la même enquête, les seules données disponibles sur les produits non ligneux concernaient des produits dont on estimait alors qu'ils avaient une

valeur sociale particulière dans un pays donné, différaient d'un pays à l'autre et risquaient de changer souvent, ce qui rendait difficile toute comparaison entre pays. Peu d'informations ont été recueillies sur les indicateurs relatifs à la santé et à la vitalité de l'écosystème forestier<sup>13</sup> et très peu sur les indicateurs relatifs à la diversité biologique ou aux aspects sociaux. La plupart des pays ne disposant pas de séries d'observations chronologiques pour la majorité des indicateurs définis dans le cadre du Processus d'Helsinki, il était souvent impossible d'en déterminer les évolutions antérieures.

72. Cette enquête a aussi clairement montré que, si l'on voulait effectuer des comparaisons internationales, il fallait mieux définir la terminologie et harmoniser les classifications des informations relatives aux forêts. Compte tenu du grave manque d'informations fréquemment constaté, il est indispensable d'approfondir les recherches, en particulier en ce qui concerne les questions environnementales et sociales et les politiques adoptées.

73. Conformément aux observations ci-avant et aux conclusions des essais réalisés par le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) au niveau des unités d'exploitation, il reste encore beaucoup à faire pour que les critères et indicateurs s'inscrivent dans un cadre conceptuel cohérent et opérationnel.

74. Une réunion d'experts de la FAO et du Gouvernement finlandais (Kotka III), organisée en Finlande en juin 1996, en collaboration avec la CEE et le PNUE et avec l'appui du Gouvernement finlandais dans le cadre du Programme d'évaluation des ressources forestières mondiales en l'an 2000, a été consacrée à la prise en compte des indicateurs de gestion écologiquement viable dans les inventaires nationaux et internationaux des forêts. À cette occasion, les experts ont examiné deux études, exécutées sous la responsabilité de la FAO, sur les modalités éventuelles et les implications de la prise en compte des indicateurs nationaux de gestion écologiquement viable des forêts dans les futures évaluations des ressources forestières mondiales. La plus convaincante de ces études, dont les résultats et conclusions étaient chiffrés, visait notamment à déterminer s'il serait possible de surveiller systématiquement l'évolution, dans chacun des pays de la planète, de 80 indicateurs arrêtés au niveau international, à évaluer l'intérêt que cela présenterait de regrouper à l'échelle mondiale les données ainsi recueillies et à identifier les moyens d'y parvenir. D'après les conclusions de cette étude, sur ces 80 indicateurs, seuls 16 pourraient être utilisés dans de futures évaluations des ressources forestières mondiales<sup>14</sup>. Lors de Kotka III, un groupe de travail a recommandé que, sur ces 80 indicateurs, 11 soient retenus dans le cadre du Programme d'évaluation des ressources forestières mondiales en l'an 2000, qui devrait par ailleurs en examiner 11 autres. Parmi les indicateurs des quatre principaux processus, le Programme examinera 5 indicateurs définis dans le cadre des Processus d'Helsinki et de Montréal (sur 27 et 67, respectivement), 4 à 5 définis dans le cadre de l'initiative de la zone aride d'Afrique (sur 47) et éventuellement 2 à 3 définis dans le cadre du Processus de Tarapoto (sur 47)<sup>15</sup>.

D. Informations nécessaires, capacités et ressources institutionnelles

75. Pour que le débat puisse être constructif et si l'on veut déterminer l'impact des interventions en matière de gestion forestière et surveiller les tendances nationales et internationales, il est essentiel de disposer d'informations fiables, régulièrement actualisées et comparables. Il faudra redoubler d'efforts pour recueillir et mettre régulièrement à jour, au moindre coût, des informations fiables sur les plans scientifique et technique, qui permettent de répondre aux différents besoins.

76. Il est évident que les capacités institutionnelles existantes sont tout à fait insuffisantes, en particulier dans les pays en développement, pour utiliser les critères et indicateurs envisagés. De nombreux pays ne disposent même pas de données élémentaires sur leur superficie boisée et les types de forêts présents sur leur territoire. Il convient d'engager une action nationale et internationale concertée pour créer des capacités nécessaires à la collecte des informations qui seront nécessaires et canaliser les ressources disponibles afin d'atteindre les objectifs fixés.

E. Échanges d'expériences et de savoir-faire et diffusion des informations

77. Compte tenu de la multiplicité des retombées de la présence de forêts et de leur exploitation qui pourraient être mesurées à l'aide de critères et indicateurs, il faudra mieux coordonner les systèmes d'information forestière et les systèmes d'information existant dans des domaines connexes, tels que l'économie, l'emploi, le marketing, le commerce et la conservation de la diversité biologique.

78. Les progrès accomplis dans la définition d'indicateurs de gestion écologiquement viable pour les forêts ont ouvert de nouvelles perspectives et pourraient faciliter la mise au point de critères et indicateurs destinés à évaluer d'autres formes d'utilisation des sols ou à être utilisés dans d'autres secteurs. Il convient toutefois de noter que l'action actuellement menée dans le secteur de l'exploitation forestière n'est guère connue à l'extérieur. Il faudra mieux diffuser les informations et surveiller attentivement le déroulement des travaux entrepris dans d'autres domaines conformément aux dispositions d'Action 21 (en particulier, des chapitres 10, 12, 13, 14, 15 et 40).

V. CONCLUSIONS ET ACTIONS PROPOSÉES

79. L'action vigoureuse menée depuis la tenue de la CNUED et l'intensification de la diffusion d'information ont fait prendre mieux conscience de la nécessité de gérer les forêts de façon écologiquement viable et du rôle que les forêts peuvent et doivent jouer dans le développement national. Le dialogue engagé aux niveaux international et national a en outre permis de préciser les concepts de base et de renforcer la confiance entre les représentants des gouvernements, du milieu universitaire, du secteur privé et des organisations non gouvernementales, ouvrant ainsi la voie à un échange constructif.

/...

Action proposée. Il est essentiel de veiller à maintenir la dynamique engagée et de poursuivre l'action énergique entreprise aux niveaux international et national afin de définir les concepts nécessaires et, surtout, d'utiliser des critères et indicateurs de référence qui permettent de renforcer la viabilité de la gestion de tous les types de forêts.

80. Ces dernières années, de plus en plus de pays ont participé à diverses initiatives internationales visant à définir et à utiliser des critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts au niveau national. Ils ont ainsi pu à la fois s'appuyer sur les données d'expérience déjà recueillies, introduire des idées nouvelles et élargir le débat.

Action proposée. La FAO et les autres institutions internationales compétentes devraient continuer d'engager les pays et régions qui ne l'ont pas encore fait à participer aux initiatives internationales en cours visant à mettre au point des critères et indicateurs, en tirant pleinement parti des mécanismes déjà créés et en s'appuyant sur les instances internationales et les groupements politiques sous-régionaux et régionaux existants. Il convient d'aider ces pays et régions, qui sont tous en développement, à utiliser des critères et indicateurs au niveau national en coordonnant les efforts déployés au niveau international pour assurer la cohérence des initiatives engagées. Il faudra que les acteurs concernés échangent les informations, connaissances et données d'expérience dont ils disposent si l'on veut pouvoir comparer les initiatives et éviter tout gaspillage d'énergie.

81. Des progrès considérables ont été accomplis dans la conceptualisation des critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts. On a également commencé à harmoniser les concepts et la terminologie utilisés.

Action proposée. Pour que le dialogue soit constructif, que l'évaluation et le suivi reposent sur des bases comparables et que l'action menée soit coordonnée sur le terrain, il faut intensifier les efforts déployés, sous les auspices d'institutions internationales telles que la FAO, le PNUE et l'Union internationale des instituts de recherche forestière, afin de parvenir à un consensus sur les concepts et termes clefs définissant les critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts et d'harmoniser la terminologie avec celle en usage dans d'autres secteurs de l'exploitation forestière.

82. Chacun s'accorde à reconnaître que certaines descriptions des critères et indicateurs actuellement utilisées pourraient changer avec le temps, en fonction des besoins, ainsi que des résultats des travaux de recherche et des nouvelles connaissances acquises.

Action proposée. Les stratégies internationales et nationales d'élaboration et d'utilisation des critères et indicateurs devraient être souples et pouvoir être modifiées en fonction de l'évolution des besoins ainsi que des résultats des travaux de recherche.

83. Si les critères relatifs à la viabilité semblent faire l'objet d'un consensus, il est de plus en plus évident que les indicateurs qui permettent de mesurer les progrès accomplis doivent être adaptés aux différentes situations économiques, environnementales, sociales et culturelles et doivent pouvoir être utilisés dans les cadres institutionnel, juridique et décisionnel spécifiques à chaque pays. Il est donc probable que tous les pays adopteront et utiliseront des indicateurs différents, même s'ils participent à une même initiative internationale. Le degré de priorité affecté à un critère donné et aux indicateurs connexes aux niveaux national et des unités d'exploitation ne sera pas non plus le même en fonction de la situation et des besoins.

Action proposée. Compte tenu des données d'expérience recueillies dans le cadre de plusieurs initiatives internationales visant à mettre au point des critères et indicateurs de gestion écologiquement viable pour des types de forêts et dans des conditions socio-économiques très diverses (voir sect. II), le Groupe pourrait retenir cinq critères pour évaluer la viabilité écologique de la gestion de tous les types de forêts. Ce sont : l'ampleur des ressources forestières; la diversité biologique; les fonctions productives des forêts; le rôle protecteur et environnemental des forêts; les fonctions et conditions socio-économiques. En outre, trois autres critères pourraient être pertinents dans certains cas : la santé et la vitalité des forêts; les cycles mondiaux du carbone; les cadres décisionnels et juridiques, y compris les capacités permettant de mettre en oeuvre des stratégies de gestion écologiquement viable des forêts.

Action proposée. Il convient d'adopter une approche souple et une large gamme d'indicateurs dans le cadre des initiatives internationales afin de tenir compte des priorités et besoins nationaux.

84. Dans la mesure où tous les indicateurs ne peuvent pas être retenus dans tous les cas de figure, il devrait être possible, en principe, de définir, au niveau international, un ensemble commun d'indicateurs de base permettant d'évaluer la viabilité écologique de la gestion forestière au niveau national. Ces indicateurs pourraient porter essentiellement sur les ressources biologiques et matérielles et seraient donc plus faciles à comparer d'un pays à l'autre que les indicateurs sociaux. Chaque pays pourrait ainsi mieux suivre les progrès qu'il accomplit dans la réalisation des objectifs communs énoncés et il serait plus facile de déterminer les tendances générales au niveau international.

Action proposée. La communauté internationale doit continuer à étudier, notamment dans le cadre des initiatives en cours, les possibilités de définir un ensemble d'indicateurs communs qui faciliterait la collecte et le traitement des données et simplifierait le suivi au niveau international.

85. L'évaluation et le suivi d'un nombre restreint d'indicateurs devraient pouvoir être assurés par des mécanismes permanents, tels que le Programme d'évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO. En effet, les travaux préliminaires de ce programme visent notamment à mettre au point des systèmes de mesure communs et à évaluer les normes et méthodes employées dans le

monde entier. De plus, certains des paramètres qui doivent être évalués dans le cadre de ce programme sont très voisins des indicateurs nationaux de gestion écologiquement viable des forêts définis lors des quatre principaux processus internationaux.

Action proposée. La FAO et les autres organisations nationales et internationales compétentes devraient continuer à définir des paramètres de viabilité de façon à ce qu'ils puissent être utilisés lors des prochaines évaluations des ressources forestières mondiales.

86. Si l'on a bien avancé sur le plan théorique au niveau national, il reste beaucoup à faire sur le plan pratique. Il faudrait que les gouvernements confirment que les critères et indicateurs définis sont adaptés à leur situation nationale et que ces critères soient adoptés par toutes les parties concernées. À terme, chaque pays devrait tenir compte de ces critères et indicateurs dans l'élaboration de ses politiques forestières nationales et adapter ses directives, réglementations et dispositions législatives régissant la gestion forestière et les activités sur le terrain.

Action proposée. Il est essentiel que les critères et indicateurs arrêtés au niveau international soient expérimentés et adoptés par toutes les parties concernées au niveau national dans le cadre des initiatives internationales qui ont déjà entamé la phase de la mise en pratique. Quant aux pays qui participent à des initiatives plus récentes, ils devront privilégier à l'avenir le passage à la phase pratique.

87. La mise en pratique risque d'être délicate, au moins dans un premier temps, car, malgré les études déjà réalisées, on manque encore d'informations sur certains indicateurs, les méthodes d'évaluation demandent à être améliorées et il reste difficile d'avoir accès aux données d'expérience recueillies dans le cadre d'autres initiatives internationales.

Action proposée. Les pays qui se sont engagés à assurer une gestion écologiquement viable des forêts en utilisant les critères et indicateurs convenus devraient débloquer des moyens suffisants pour surmonter les problèmes évoqués plus haut. Il est essentiel que chaque pays et région tire pleinement parti des données d'expérience acquises par les autres en échangeant régulièrement des informations avec eux.

88. Il serait bon de réunir les informations et connaissances nécessaires à l'utilisation de critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts pour mieux déterminer les priorités nationales de la recherche dans le domaine de l'exploitation forestière et faire en sorte que la gestion forestière s'appuie sur des principes scientifiques fiables.

Action proposée. Les pays devraient tirer pleinement parti des données d'expérience recueillies sur les critères et indicateurs dans le cadre des initiatives en cours pour déterminer leurs priorités en matière de recherche.

89. Jusqu'à présent, les processus internationaux ont essentiellement porté sur la conceptualisation et l'utilisation de critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts au niveau national. Les critères et indicateurs définis au niveau national doivent également être compatibles avec ceux qui sont utilisés au niveau de l'unité d'exploitation. Si la gestion d'une unité d'exploitation forestière ne peut pas satisfaire à tous les critères nationaux de gestion écologiquement viable, elle doit néanmoins contribuer à la réalisation des objectifs nationaux en matière de viabilité. Or, on ne s'est pas encore suffisamment penché sur les liens existant entre les critères et indicateurs utilisés au niveau national et au niveau de l'unité d'exploitation.

Action proposée. Il convient de préciser les liens existant entre les critères et indicateurs utilisés au niveau national et au niveau de l'unité d'exploitation et d'examiner plus avant les possibilités de se servir des indicateurs utilisés au niveau de l'unité d'exploitation aux fins de la certification de la gestion écologiquement viable des forêts.

90. Si l'on utilise des critères et indicateurs pour améliorer les pratiques de gestion forestière existantes et le suivi des tendances, il faudra que l'on collecte, compile et analyse régulièrement davantage d'informations, ce qui nécessite un engagement à long terme de la part de chaque pays et de l'ensemble de la communauté internationale. Toutefois, les capacités institutionnelles existantes sont tout à fait insuffisantes, en particulier dans les pays en développement, pour mettre en oeuvre des stratégies de gestion forestière, à plus forte raison pour en contrôler la viabilité à l'aide de critères et d'indicateurs.

Action proposée. Il est urgent de renforcer les capacités nationales, en particulier dans les pays en développement, non seulement pour mettre en oeuvre des stratégies de gestion écologiquement viable des forêts, mais aussi pour rassembler des données fiables afin de contrôler la viabilité de la gestion forestière au niveau national et de veiller à ce que les informations recueillies soient pertinentes, fiables et fondées sur les plans scientifique et technique.

Action proposée. Les organisations internationales compétentes devraient être mises à contribution pour diffuser régulièrement les informations pertinentes en temps voulu à l'échelle internationale et en faire la synthèse.

91. Pour que les concepts de gestion forestière écologiquement viable mis au point au niveau international soient largement diffusés et que leur application au niveau national donne des résultats durables, les membres de la communauté internationale devront faire preuve de solidarité en partageant les techniques, connaissances et informations dont ils disposent et en débloquent les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs qu'ils ont en commun.

Action proposée. La communauté des donateurs ne doit pas ignorer les demandes d'aide technique et financière visant notamment à ce que les pays en développement bénéficient du transfert de techniques nécessaire pour mettre en oeuvre des stratégies de gestion forestière

écologiquement viable, comme indiqué dans les "Principes relatifs aux forêts" (en particulier aux paragraphes 8c, 10, 11 et 12).

92. Rares sont les politiques nationales ou internationales qui n'ont pas de conséquences sur la gestion des forêts d'une nation. L'étendue des forêts et les fonctions qu'elles remplissent dépendent en grande partie des politiques nationales mises en oeuvre dans d'autres secteurs (orientations économiques générales, régime foncier et développement agricole, programmes de repeuplement, infrastructures) et de l'évolution de la situation internationale, notamment dans le domaine du commerce.

Action proposée. Les gouvernements devraient veiller à ce que les politiques et programmes qu'ils mettent en oeuvre dans d'autres secteurs que celui de l'exploitation forestière favorisent une gestion écologiquement viable des forêts et à ne pas perdre cet objectif de vue dans l'élaboration des stratégies nationales de développement durable. En conséquence, les critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts devraient être corrélés avec ceux d'autres secteurs.

Action proposée. Pour que les stratégies de gestion écologiquement viable des forêts reposent sur des bases solides et donnent des résultats durables, il faut veiller à ce que les critères et indicateurs utilisés soient cohérents par rapport aux autres activités entreprises dans le cadre du suivi des recommandations énoncées dans les "Principes relatifs aux forêts" et au chapitre 11 d'Action 21. Il convient également de coordonner étroitement les actions nationale et internationale menées dans le cadre de l'application d'Action 21, en particulier des recommandations énoncées aux chapitres 10, 12, 13, 14, 15 et 40.

#### Notes

<sup>1</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.

<sup>2</sup> Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts. Voir *ibid.*, résolution 1, annexe III.

<sup>3</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 1995, Supplément No 12 (E/1995/32), chap. I.D., sect. 4, annexe I, partie III (III), par. 2.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Catégorie III : Recherche scientifique, évaluation des ressources forestières et définition de critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts; élément de programme 2 : Critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts.

<sup>6</sup> Ainsi, on peut faire des comparaisons entre les expériences réalisées au niveau national et à celui de l'unité d'aménagement forestier. Les premiers résultats des projets pilotes du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) en Indonésie, en Côte d'Ivoire et au Brésil indiquent que plus de la moitié des critères et indicateurs applicables aux unités d'aménagement forestier relatifs aux politiques et au cadre juridique et à l'écologie et à la production étaient les mêmes pour les projets pilotes dans les trois pays, ce qui était bien moins souvent le cas pour ceux relatifs aux aspects sociaux de la gestion des forêts.

<sup>7</sup> Ces efforts sont à mettre en parallèle avec les initiatives prises par les pays pour réaliser l'élément de programme III.1.

<sup>8</sup> Ces définitions sont les suivantes : forêts, autres terres boisées, exploitable, non exploitable, boisée (forêt), déboisée (forêt), maquis, arbustes et formations arbustives, sous-aménagement intensif, changement net, matériel sur pied, forêts naturelles, plantations forestières, jachère forestière; zone écofloristique; VOB (volume sur écorce), biomasse, déforestation, bois de chauffe et charbon de bois; bois rond industriel.

<sup>9</sup> Les questions de recherche sont à examiner en parallèle avec les activités menées par les pays dans le cadre de l'élément de programme I.1.

<sup>10</sup> Parmi ces dernières figurent l'initiative de marquage écologique de bois d'Afrique, adoptée par l'Organisation africaine du bois (OAB); le Groupe d'étude sur la gestion écologiquement viable des forêts, créé dans le cadre des normes internationales de gestion de l'environnement (ISO 14000) de l'Organisation internationale de normalisation (ISO); la norme de gestion et d'audit écologiques de l'Union européenne qui prévoit la possibilité de mettre au point un système de certification pour la sylviculture afin de compléter les initiatives de l'ISO; le Groupe d'experts européens sur la certification des produits forestiers qui étudie la possibilité de mettre au point un système de certification des produits forestiers commun à tous les pays de l'Union européenne; le Groupe chargé des questions relatives à l'industrie forestière, que vient de créer l'Union européenne, s'intéresse lui aussi à la certification des produits forestiers; l'équipe de spécialistes du Comité du bois de la Commission économique pour l'Europe, qui a pour mission d'étudier les conséquences de l'introduction de systèmes de certification dans les pays membres; le Projet nordique de certification forestière, dans le cadre duquel organismes publics, professionnels du bois, propriétaires, groupes civiques et ONG écologiques ont uni leurs efforts pour mettre au point des mécanismes de certification des produits forestiers propres à promouvoir la gestion écologiquement viable des forêts dans les cinq pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède). Il convient également de mentionner le rôle du Forest Stewardship Council en tant que "certificateur de certificateurs".

<sup>11</sup> On peut citer le cas d'une institution nationale indépendante créée avec le soutien du gouvernement en Indonésie pour créer un système de marquage écologique et de certification des produits forestiers. En Malaisie, l'industrie forestière collabore avec le gouvernement à l'introduction de systèmes de certification du bois et des produits du bois destinés à l'exportation. Au Brésil, le secteur forestier privé a lancé des initiatives de certification connues sous le nom de "CERFLOR" pour assurer l'approvisionnement des marchés importants en matières premières de qualité. Des initiatives sont également en cours dans plusieurs pays développés, notamment d'Europe.

<sup>12</sup> Parmi les manifestations récentes, on peut citer les réunions du Groupe d'étude sur la gestion écologiquement viable des forêts créé dans le cadre des normes ISO 14000, tenues à Londres en mars 1996 et au Brésil en juin 1996; la Conférence Malaisie/Canada sur la certification des produits forestiers, tenue à Kuala Lumpur en mai 1996; et la Conférence internationale sur l'homologation et l'étiquetage des produits provenant de forêts gérées d'une manière écologiquement viable, tenue à Brisbane (Australie) en mai 1996; et la réunion du Groupe de travail d'experts sur le commerce et l'étiquetage du bois et la certification des méthodes de gestion écologiquement viable, qui devait se tenir à Bonn du 12 au 16 août 1996 avec le coparrainage de l'Allemagne et de l'Indonésie.

<sup>13</sup> Pour en savoir plus sur les informations actuellement recueillies dans 34 pays européens, aux États-Unis et au Canada, concernant les effets des polluants atmosphériques sur les forêts, voir E/CN.17/IPF/1996/17.

<sup>14</sup> Sur 22 indicateurs examinés, 12 portaient sur l'ampleur des ressources forestières; sur 18 examinés, 1 portait sur la santé et la vitalité des forêts; sur 11 examinés, 3 portaient sur la production de bois et d'autres produits forestiers. D'autres indicateurs envisagés n'ont pas encore été examinés. Il s'agit notamment d'indicateurs portant sur l'ampleur des ressources forestières (5), la diversité biologique (1), la santé et la vitalité des forêts (1), la production de produits ligneux et non ligneux (1), la conservation des sols et des eaux (2) et les fonctions sociales et économiques (0). En plus des 16 indicateurs cités plus haut, on pourrait en utiliser 10 autres dans le cadre des évaluations mondiales, à condition de disposer des ressources et informations nécessaires à cet effet. Voir E/CN.17/IPF/1996/25.

<sup>15</sup> Voir E/CN.17/IPF/1996/10.

-----

